

Que se
passe-t-il ?

Des exclus... dans les Landes
...en action !
Redevenons Moins Isolé-e-s

[accueil](#)

Crise sociale, exploitation durable, RMI – RSA

<http://exclus.en-action.org/>

exclusenaction@free.fr

2009-04-03

Éviter que le type ou la nana qui a bossé plusieurs décennies se retrouve avec une retraite de misère, et que celle, celui qui lui a arraché les fruits de son travail, foute le camp avec des millions ou des milliards pour finir tranquillement ses jours, dans un luxe à faire dégueuler.

Pas plus de pouvoir d'achat

Une personne sans emploi, qui survit avec un revenu minimum d'insertion (RMI) de 450 euro net par mois [1] depuis plus de 6 mois et qui trouve enfin quelques heures rémunérées pour des services aux personnes, par exemple ou autres, voit la totalité de ses gains repris par la collectivité, sur son RMI qui diminue d'autant. Jusqu'à ce que le montant gagné atteigne le montant du RMI, auquel cas le RMI devient nul et que rien n'a changé dans le pouvoir d'achat qui reste alors strictement le même, à part qu'il provient de son activité.

Qu'en sera-t-il avec le RSA ?

L'objectif de ces dispositions (RMI), conçues par les élites qui se taillent, eux, un revenu à la hauteur de leurs aspirations, en faisant eux-mêmes la loi, est clair : inciter les gens à sortir du RMI pour une activité salariée qui dépasse suffisamment (à leurs yeux) le montant du RMI. La logique de ces élites est simple : si des gens sont au chômage, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas d'emploi disponible, mais c'est parce que ces gens veulent avoir de l'argent sans rien faire. Le but de ces lois est donc d'inciter par plus d'argent, ces gens à se mettre dans un mi-temps ou un temps plein. Et à renouveler sans cesse l'opération si ces contrats sont des contrats à durée indéterminée (CDD). Ce qui est le cas, car on peut dire, qu'à notre époque, on a tordu le cou aux contrats à durée indéterminée (CDI). Ils n'ont rien compris aux réalités !

Destruction de paix sociale par la pauvreté grandissante

Le malheur, c'est que ce raisonnement des dominants repose sur une approche et une vision de la réalité complètement dans l'erreur. Le résultat de ces vues complètement erronées est clair : de nombreuses personnes qui ne peuvent plus trouver un emploi sur le « marché » du travail se retrouvent coincées au RMI dans une pauvreté soigneusement organisée. Leur nombre n'est plus négligeable. Le « danger » de destruction de la paix sociale est grandissant. Les profiteurs pourraient voir surgir un contexte social où il deviendrait impossible de continuer à profiter de ceux qui, encore, travaillent et consomment, pour accumuler leurs richesses.

La pauvreté grandissante est liée à l'apparition de la baisse de la consommation. Qui, elle, provoque une chute des profits par les accapareurs de frics. Ceux-ci accumulent des « valeurs ajoutées » à la fois sur le dos de ceux qui travaillent et qui ne sont pas payés à la hauteur de leur activité, et à la fois sur le dos de ceux qui consomment, qui font l'objet de prélèvements à chaque transaction. C'est le [principe de base du système capitaliste](#), fondé sur le profit du plus malin.

La ruse des prédateurs

Je ne sais pas combien d'heures par personne, il faut, pour construire entièrement une voiture, par exemple. Mais pour le raisonnement, faisons une supposition. Prenons une voiture bas de gamme vendue 8000 euro. Supposons qu'elle puisse être fabriquée en 15 jours de 8 heures par jour, soit 120 heures, par toutes les personnes qui y contribuent. Supposons, pour être plus rigoureux, que sur ces 8000 euro, 4000 ont servis en bâtiment, en matière première, en machine-outils, etc. (Les investissements). Lorsqu'un ouvrier a travaillé 120 heures sur la chaîne, il devrait donc avoir gagné 4000 euro. Il devrait donc recevoir 33 euro de l'heure. (4000/120). S'il en reçoit 9 (1359 euro mensuel / 151 heures), c'est déjà souvent une réalité. Il paie donc par son travail à des petits malins 24 euro par heure (33-9). Et s'il veut acheter la voiture à 8000 euro, il lui faudra, (non compris les investissements) bosser 444 heures (4000/9), alors que la voiture est fabriquée en 120 heures. Ne ferait-il pas mieux de se la fabriquer lui-même pour l'avoir !

Une crise capitaliste de plus

Le système se mort la queue et s'emballe. Les profiteurs ne veulent pas réduire leur niveau de vie. Ils choisissent donc de réduire les dépenses, soit en licenciant du personnel, soit en dé-localisant leur activité vers des pays où les charges sont beaucoup plus faibles, même en rapatriant les produits fabriqués. C'est ainsi qu'ils fabriquent un chômage organisé en jetant les gens dans l'exclusion économique et sociale. Et qu'ils ne peuvent plus vendre leurs produits à ces gens devenus insolvable.

Exploitation durable

Le gouvernement cherche comment ralentir le phénomène, relancer ce système de rapaces sans remettre en question en profondeur les principes qui le fondent. Juste en le « moralisant » pour mettre une limite haute à l'exploitation actuellement sans retenue qui pourrait faire implorer le système. Continuer à exploiter, mais par une exploitation plus douce et durable.

« Le RSA remplacera le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'allocation de parent isolé (API). Il garantit aux allocataires de ces minima sociaux, un montant de prestation identique à celui qu'ils perçoivent actuellement et, *s'ils reprennent un emploi, une augmentation réelle de leurs revenus.* »

Le léger progrès, c'est que les élites conviennent juste, en plus, que l'incitation pour sortir de l'inactivité n'était pas suffisante. La mesure passe en application juste au moment où l'effondrement du système s'amorce exponentiellement et où le nombre de licenciement s'envole avec celui du nombre de chômeurs...

Atténuer l'effet de crise et reculer l'échéance

Le gros problème, c'est que rien n'a changé dans leur vision.

L'autre gros problème, c'est que toutes ces actions sont effectuées avec l'argent prélevé par l'État aux contribuables. Que le budget de l'État a doublé son déficit annuel. Que ces dettes reposent sur les épaules de tout le peuple, car personne d'autre que lui ne paiera, tôt ou tard. (Le RSA est financé par 1,1% des revenus

des assurances–vie).

Et le plus gros problème, c'est qu'il reste toujours aussi nécessaire, à la fois, de ***re–considérer complètement le mode de décision collective*** dans la société, pour éviter qu'une minorité prennent des décisions contraires à l'intérêt de tous. Et à la fois, de ***re–considérer complètement le mode de partage des fruits de l'activité*** au sein de chaque groupement où collabore chacun. [Sortir du capitalisme...](#)

vendredi 03 avril 2009 07:59:09 +0000
1238745549

[1] Ne perdons pas de vue que le SMIC tourne autour de 1000 euro net par mois. Que le salaire moyen mensuel tourne autour de 1500 euro net par mois. Que le seuil de pauvreté tourne autour de 750 euro par mois. Certains joueurs de foot, 280 000 euro par mois. Et tous les autres...

© 2009 exclus.enaction@free.fr – <http://exclus.en-action.org/>

Toutes reproductions non commerciales et sans but lucratif encouragées avec indication des sources et texte intégral. Tous autres droits réservés: prendre contact. Version 1.0–2009–04–03